



# LES 54 POLICIERS ET GENDARMES FRANÇAIS JUSTES PARMIS LES NATIONS



## Urbain HAAG

(1893-1962)  
 Policier  
 Dossier Yad Vashem n° 10240  
 Date de nomination : 2005  
 Lieu du sauvetage : Périgueux (Dordogne)

Né le 10 juin 1893 à Still dans le Bas-Rhin. Il entre dans la police de Strasbourg en 1919 en tant que gardien de la paix. Il est nommé brigadier-chef en mai 1940. Suite à l'occupation de l'Alsace, il tente de franchir la frontière alsacienne mais il est arrêté le 4 mars 1941. Il est alors interné au camp de Schirmeck pendant plus de trois mois. Libéré, il est licencié et expulsé d'Alsace. Il rejoint alors la zone Sud et s'installe à Limoges puis Périgueux. Là, il retrouve la famille de son ami Henri SCHWAB, originaire de Strasbourg. Informé des « affaires juives » par sa profession et entré dans la Résistance, il prévient la famille SCHWAB des différentes rafles et lui procure de faux papiers au nom d'HIRONDELLE, traduction approximative de SCHWAB. En novembre 1942, il devient agent de renseignements du réseau «Andalousie» sous le pseudonyme « grand-père ». Il revient à Strasbourg en qualité d'officier de paix.



## Honoré HAESSLER

(1894-1966)  
 Gendarme  
 Dossier Yad Vashem n° 10030  
 Date de nomination : 2004  
 Lieu du sauvetage : Solignac (Haute-Vienne)

Né le 4 septembre 1894 à Marcolksheim (Bas-Rhin). Dès 1914, il s'engage comme volontaire alsacien dans l'Armée française et combat notamment à Verdun en juillet 1916. Il est affecté au 106<sup>ème</sup> Régiment d'infanterie. Entré dans la gendarmerie en mai 1920, il sert dans différents départements : Ardennes, Haute-Saône, Bas-Rhin, Bouches-du-Rhône puis à Solignac en Haute-Vienne de 1941 à 1943, année de sa retraite. A ce poste, il prévient de nombreuses familles juives avant chaque arrivée ou rafle des SS, de la police allemande et de la milice. Il les aide à trouver un hébergement et leur fournit renseignements et faux papiers en coopération avec l'abbé Robert BENGEL et la Résistance.



## Robert LACOSTE

Né en 1921  
 Policier  
 Dossier Yad Vashem n° 6687  
 Date de nomination : 1995  
 Lieu du sauvetage : Bordeaux (Gironde)

Né le 22 février 1921 à Sainte-Terre (Gironde). Il entre, en tant qu'inspecteur, parmi les cadres de la police en avril 1942 à Bordeaux. Contacté par Georges DUBOIS du réseau « Mithridate », le 12 décembre 1942, il établit des faux papiers pour les requis du STO\* ainsi que pour René LACROIX, prisonnier de guerre, et Sophie KOWALSKI qui se sont échappés de camps en Allemagne. Le 10 janvier 1944, apprenant que la police va arrêter un certain nombre de Juifs, il prévient dix-neuf personnes de la rafle prochaine. Tous ont le temps de s'enfuir, à l'exception de la famille GUERSTEIN qui n'a pas pu se résoudre à partir. Il rend de nombreux services à la Résistance locale : transmission de messages à des résistants détenus, transfert d'un résistant recherché de la Gironde à la Dordogne, jusqu'à la libération de Bordeaux le 28 août 1944. Il intègre la police judiciaire de Bordeaux en septembre 1944.

\*Service du Travail Obligatoire



## Roger et Daisy LANIER

(1913-1995)  
 Policier  
 Dossier Yad Vashem n° 6156  
 Date de nomination : 1994  
 Lieu du sauvetage : Paris

Né le 7 mars 1913 à Courbevoie (Hauts-de-Seine). Roger LANIER est officier de police et habite au premier étage d'un immeuble à Courbevoie avec sa femme Daisy et leur fils. Le troisième étage est occupé par la mère de Roger. Les propriétaires du second sont passés en zone libre et ont confié leur clé à Daisy. Le 15 juillet 1942, la veille de la grande rafle du Vel d'Hiv, il vient chercher en catastrophe Isaac et Sora TAKLENDER, réfugiés Juifs polonais, et les cache chez lui jusqu'à la libération de Paris. L'appartement du 2<sup>ème</sup> étage servait de cache en cas de visite. Isaac TAKLENDER confectionne des vêtements que Daisy va livrer elle-même sur Paris. Roger LANIER prévient, de nombreux Juifs parisiens et leur procure parfois des provisions dans leur cachette.



## Théophile et Madeleine LARUE

(1905-1985)  
 Policier  
 Dossier Yad Vashem n° 11147  
 Date de nomination : 2007  
 Lieu du sauvetage : Paris

Né le 28 août 1903 à Ainay-le-Viel (Cher). Il est gardien de la paix à la préfecture de police de Paris et habite avec sa famille le 6<sup>ème</sup> arrondissement. Dès les premières rafles du printemps 1941, il cache chez lui de nombreuses personnes juives dont son voisin Léon OSMAN et leur fournit de faux papiers. Le 15 juillet 1942, il prévient tous ses voisins juifs de l'imminence d'une rafle importante. Il aide Mme LICHTENSTZJUN et sa fille Fanny à prendre le train en gare d'Austerlitz pour gagner la zone libre en les accompagnant en uniforme. Il réussit à faire libérer également sa voisine Lina TOBIASZ, détenue à la préfecture de police, la déclarant catholique et marraine de ses propres enfants. Dans le métro, il incite les Juifs qu'il croise à retirer l'étoile jaune afin d'éviter les rafles. Engagé à partir de 1943 dans le réseau « Ceux de la Résistance », il participe aux combats de la libération de Paris et notamment à ceux de la place Saint-Michel les 19 et 20 août 1944. Après la libération, des relations de grande amitié ont perduré entre les LARUE et leurs protégés.



## Maxime LELUAN

(1906-1993)  
 Policier  
 Dossier Yad Vashem n° 6317  
 Date de nomination : 1995  
 Lieu du sauvetage : Cherbourg (Manche)

Né le 10 mars 1906 à Valognes (Manche). Il est ouvrier à l'arsenal de Cherbourg. Mis au secret par sa hiérarchie, il travaille sur de nouveaux types d'appareils à ultra-sons dont le but est de repérer des sous-marins en immersion profonde. À l'écoute de l'Appel du Général de Gaulle, il décide de démissionner le 20 juin 1940. On lui propose alors un poste d'agent de sûreté auxiliaire dans la police municipale de Cherbourg. Dès 1942, il devient membre du réseau de résistance « Libé-Nord ». Sa qualité d'officier de police lui permet d'obtenir des informations vitales. Il renseigne la Résistance, cache des armes à son domicile et fabrique de faux papiers. Il permet à Raymond CALAMARO, dentiste juif, de continuer à exercer son activité en lui procurant une carte d'identité sans la mention « JUIF ». En mai 1942, M. CALAMARO est dénoncé et Maxime court à son cabinet le prévenir de son arrestation imminente. L'inspecteur reçoit un blâme pour « sa négligence » mais n'est pas inquiété davantage grâce à la complicité de certains de ses supérieurs.



## Victor et Marguerite MARCHAND, Micheline (fille)

(1903-1989)  
 Policier  
 Dossier Yad Vashem n° 4279  
 Date de nomination : 1989  
 Lieu du sauvetage : Paris

Né le 16 février 1903 à Paris (8<sup>ème</sup>). Brigadier de police, Victor MARCHAND habite le 11<sup>ème</sup> arrondissement de Paris. Agée de 14 ans, sa fille Micheline qui va à l'école rue Baudelaire, est amie avec Cécile BULWA, fille de réfugiés juifs polonais. Un jour, par solidarité avec sa camarade, Micheline arbore l'étoile jaune en classe. La veille de la rafle du Vel d'Hiv, Victor MARCHAND informe Cécile et sa mère Chinoïa que toute la police parisienne est convoquée pour une vaste opération concernant les Juifs de Paris. Victor MARCHAND les conduit à l'abri chez lui et les héberge pendant plusieurs jours.



## Pierre MARIE

(1907-1999)  
 Policier  
 Dossier Yad Vashem n° 2268  
 Date de nomination : 1982  
 Lieu de sauvetage : Nancy (Meurthe & Moselle)

Né le 17 décembre 1907 à Laneuville-Devant-Nancy (Meurthe-et-Moselle). Pierre MARIE est secrétaire de police au service des étrangers du commissariat central de Nancy. Ce service est chargé de recenser la communauté juive de la ville. Pierre MARIE fournit de faux papiers d'identité notamment à Régine JACUBERT, figure nancéienne de la Résistance et à Léon HERZBERG, il cache chez lui le principal dépôt d'armes et de munitions du secteur de Nancy et procède à la répartition de l'armement. La veille de la grande rafle nancéienne du 19 juillet 1942, il prévient avec ses collègues Charles BOUY, François PINOT et Charles THOURON plus de 380 personnes juives menacées. Près de 350 d'entre elles sont sauvées grâce à cette initiative. Inquiété par les Allemands, qui ne peuvent toutefois rien prouver, Pierre MARIE est chassé de la police et enfermé à la prison Charles III puis à Fresnes. Libéré, il entre dans la Résistance en janvier 1943 dans l'AS\*. Il participe par la suite aux combats de la libération de Nancy.

\* Armée Secrète



## André MARTY

(1898-1969)  
 Policier  
 Dossier Yad Vashem n° 4612  
 Date de nomination : 1990  
 Lieu du sauvetage : Montauban (Tarn-et-Garonne)

Né le 24 avril 1898 à Montauban (Tarn-et-Garonne). Dès décembre 1941, inspecteur chargé du service des étrangers, il aide les Anglais, Espagnols, Sarrois et Juifs allemands réfugiés dans cette ville en détruisant ou en camouflant leurs cartes du fichier de la police. Il agit alors en accord avec ses chefs de service : le commissaire Henry BUISSON, chef du réseau « Marco Polo » et Henri MALLET, affilié à l'AS\*. Il rencontre en 1943, la famille ARDITTI, des réfugiés turcs d'origine turque qui ont quitté Marseille à l'entrée des Allemands dans la ville. André MARTY retire leurs cartes -où la mention « JUIF » apparaît- du fichier de la police. L'officier prévient les réfugiés et sort dans la Résistance au sein du réseau « Jean Marie Buck ». Après la guerre, les trois familles sauvées sont restées très liées avec les MATHIEU.

\*Armée Secrète



## Camille et Denise MATHIEU, Blanche (mère)

Né en 1915  
 Gendarme Garde mobile  
 Dossier Yad Vashem n° 1098  
 Date de nomination : 1976  
 Lieu du sauvetage : Drancy (Seine-Saint-Denis)

Né le 27 janvier 1915 à Lignières (Aube). Camille MATHIEU est admis dans la gendarmerie en décembre 1938. Affecté le 1<sup>er</sup> novembre 1940 aux forces de gendarmerie de Paris-Est, il est garde mobile au camp de Drancy. Dès l'ouverture du camp en août 1941, il apporte son aide aux internés. Accompagné de sa femme il va plus particulièrement aider les familles de Simon HERZBERG, Albert AJDENBAUM, Simon FUKS. Il leur apporte discrètement provisions, médicaments et colis et se propose même de les faire évader par les égouts. En novembre 1941, une libération inespérée intervient en raison de leur état de santé. A leur sortie, le gendarme aide les HERZBERG et les AJDENBAUM à franchir la ligne de démarcation. Denise MATHIEU fait le voyage jusqu'à Grenoble pour apporter des cartes d'alimentation et d'identité aux HERZBERG. Camille héberge les époux FUKS chez sa mère, Blanche, à Lignières où ils restent cachés jusqu'à la Libération. Son comportement n'est pas apprécié par ses supérieurs et il fait plusieurs jours d'arrêt de rigueur en 1942. Révoqué de la gendarmerie le 21 mars 1943, il s'installe à Lignières et sort dans la Résistance au sein du réseau « Jean Marie Buck ». Après la guerre, les trois familles sauvées sont restées très liées avec les MATHIEU.



## Maurice MORLON

(1908-1988)  
 Policier  
 Dossier Yad Vashem n° 691  
 Date de nomination : 1971  
 Lieu du sauvetage : Marmande (Lot-et-Garonne)

Né le 19 septembre 1908 à Eurville (Haute-Marne). Inspecteur de police à Marmande, il devient dès 1941 agent de renseignements au sein du mouvement « Combat » jusqu'en octobre 1943 date de sa mutation à Foix (Ariège). Il devient l'adjoint d'Irénée CROS, chef départemental du « MUR »\* de l'Ariège jusqu'à son assassinat par la Gestapo le 13 décembre 1943. Maurice MORLON alors recherché par la police allemande est en fuite jusqu'à la Libération et prend le maquis. Profitant de ses fonctions, il établit des centaines de fausses cartes d'identité à des prisonniers évadés, des réfractaires au STO\*\*, des résistants et des Juifs. A Marmande, l'inspecteur fournit ainsi des tampons officiels portant la mention « sûreté nationale » à Michel BLUM, un médecin juif qui fabrique des faux papiers d'identité pour les Juifs et les résistants. Il prévient aussi les Juifs pourchassés des perquisitions et arrestations prévues.

\* Mouvements Unis de la Résistance  
 \*\* Service du Travail Obligatoire



## Pierre MOUCOT

(1906-1982)  
 Policier  
 Dossier Yad Vashem n° 10 242  
 Date de nomination : 2004  
 Lieu du sauvetage : Villeurbanne (Rhône)

Né le 24 juin 1906 à Savigny-en-Revermont (Saône-et-Loire). Pierre MOUCOT, inspecteur de police au commissariat de Villeurbanne-Charpennes entre au réseau « Alliance » dès janvier 1942 et est affilié successivement au réseau « Andromède » (juillet 1943) et « Marc Breton » (juillet à septembre 1944). Il renseigne la Résistance des mouvements de la police, héberge des résistants et des parachutistes, cache des munitions et des postes émetteurs, participe à des sabotages, fournit des armes. Il fabrique des milliers de faux papiers dès juillet 1941 pour des résistants, des réfractaires au STO\* et des Juifs, envoyés notamment par l'abbé BOURSIER. Il héberge occasionnellement des Juifs recherchés par la police allemande et les prévient de la probabilité d'une rafle, notamment la famille de Max JAKUBOWITZ, qui avait quitté l'Allemagne en 1933. Il continue ses activités jusqu'à la Libération et participe aux enquêtes et arrestations de ceux qui ont dénoncé des résistants.

\* Service du Travail Obligatoire



## Jean PHILLIPE\*

(1905-1944)  
 Policier  
 Dossier Yad Vashem n° 6426  
 Date de nomination : 1995  
 Lieu du sauvetage : Toulouse (Haute-Garonne)

Né le 14 novembre 1905 à Lyon. Engagé volontaire, il sert au Tonkin puis au Maroc. Démobilisé, il devient commissaire de police dans le Nord puis en Bourgogne. Fait prisonnier, il réussit sa deuxième évasion le 6 août 1940. Affecté au commissariat de Lourdes, il rallie rapidement la Résistance travaillant pour le service des renseignements polonais, le réseau belge « Sabot » et le I<sup>ème</sup> Bureau. De 1940 à 1942, il établit des milliers de faux papiers et permet le passage en Espagne à de nombreuses personnes. Il est déjà un pivot de la Résistance dans le Sud-Ouest lorsqu'il entre en juin 1942, sous le pseudonyme de « Basset » dans le réseau de renseignements « Alliance ». Muté à Toulouse, il évite l'arrestation de nombreux résistants. Le 13 janvier 1943, il remet avec éclat sa démission au gouvernement de Vichy, car il refuse d'arrêter les Juifs et les réfractaires au STO\*\* et entre alors dans la clandestinité totale. Il établit son PC à Beaumont de Lomagne (Tarn-et-Garonne) mais suite à l'infiltration dans le réseau d'un agent par les Allemands, il est arrêté par le SD\*\*\* le 28 janvier 1943 et son épouse est déportée en Allemagne. Durement interrogé par les policiers allemands, il est transféré à Paris, puis à Fribourg. Il comparait trois fois devant un tribunal militaire et est condamné à mort. Il est fusillé, avec quatorze de ses camarades du réseau « Alliance » le 1<sup>er</sup> mars 1944 à Karlsruhe.

\* Orthographe également PHILIPPE  
 \*\* Service du Travail Obligatoire  
 \*\*\*Sicherheitsdienst : service de la sécurité de la SS, crée en 1931 par Reinhard HEYDRICH



## Raymond PICHON

(1911-1983)  
 Policier  
 Dossier Yad Vashem n° 7737  
 Date de nomination : 1998  
 Lieu du sauvetage : Nérac (Lot-et-Garonne)

Né le 18 février 1911 à Limoges (Haute-Vienne). Il entre en 1937 en qualité d'inspecteur stagiaire au commissariat de La Roche-sur-Yon. Commissaire, il est affecté en 1940 à Sisteron (Alpes-de-Haute-Provence) où il dirige pendant six mois un centre d'internement comptant 600 prisonniers, opposants politiques pour la plupart. Cette fonction lui déplaisant, il demande sa mutation et est nommé commissaire à Nérac en juillet 1941. Il adhère à l'AS\* au réseau « Brutus » et se lie d'amitié avec Roger CERF et sa famille, réfugiés juifs de Moselle. En 1942, Raymond PICHON procure loggements, faux papiers et tickets d'alimentation à de nombreuses familles juives et à des pensionnaires d'un centre de réfugiés à Cazaubon (Gers). Soupçonné, il est muté à Aix-les-Bains (Savoie) en novembre 1943. En janvier 1944, il mute deux inspecteurs collaborationnistes. Six mois plus tard, il organise, avec la Résistance locale, un simulacre d'attaque du commissariat afin de faire libérer MEYER, un chef résistant arrêté par la police allemande. Pour couvrir son personnel, il se constitue prisonnier auprès des Allemands, mais est libéré faute de preuves. Il participe avec ses hommes à la libération d'Aix-les-Bains. En novembre 1944, il est affecté à Thionville, en Moselle.





« Il y avait à cette époque deux manières de penser la société. La première était claire : il fallait tout faire pour grimper le plus haut possible l'échelle sociale. Ceux qui parvenaient en haut étaient de qualité supérieure, puisqu'ils étaient en haut. Ceux qui étaient en bas étaient donc de qualité inférieure. L'ordre régnait.

Dans cette conception de la société, ceux qui empêchaient la juste hiérarchie « naturelle » de s'établir étaient les mauvais, les parasites, les comploteurs, et, s'ils parvenaient parfois en haut de l'échelle, c'est qu'ils avaient triché.

**Dans ce contexte là, les policiers et les gendarmes avaient pour fonction d'éliminer les tricheurs, de démasquer les comploteurs et de réprimer les délinquants.** Tout était clair.

En 1940, de nombreux Français bourgeois, commerçants ou soldats ont accepté cette vision. Ils n'ont jamais douté du bien-fondé et de l'honnêteté des ordres qu'ils devaient exécuter. Je pense même que l'enthousiasme des responsables était tellement contagieux qu'il rendait heureux ceux qui se soumettaient à une telle philosophie. Ils n'étaient pas soumis, ils se soumettaient, ce n'est pas la même chose. Eux-mêmes allaient au devant des ordres du sauveur qu'ils admiraient, le maréchal Pétain. Quand un peuple est humilié, comme l'avaient été les Français en 1940, il tente de réparer sa dignité blessée en vénérant à nouveau le héros, vainqueur à Verdun. On peut comprendre cette réaction psychologique d'un peuple désespéré.

**Mais toute institution qui n'accepte pas la critique dérive spontanément vers la perversion.**

Le besoin d'adorer le héros salvateur est aveuglant. Personne ne s'est indigné des lois anti-juives : la réquisition des vélos des avocats juifs, l'interdiction pour les enfants de jouer dans les squares publics, le port de l'étoile qui désignait sans cesse au mépris et à l'hostilité des passants, tout ça n'est pas grave tant qu'on respecte les personnes, n'est ce pas ?

**Dés le début de la guerre ma famille a disparu.** Mon père engagé dans la Légion Étrangère, blessé à Soissons, arrêté sur son lit d'hôpital. Les jeunes et les femmes disparus, arrêtés chez eux, dans la rue ou dans la Résistance.

**À l'âge de six ans et demi, j'ai été arrêté à Bordeaux** la nuit, chez la famille Farges qui me cachait. J'ai le souvenir de quatre ou cinq policiers, autour de mon lit, lunettes noires (la nuit), arme au poing et torche électrique. Dans le couloir des soldats allemands, fusil à l'épaule regardaient le plafond. Mon souvenir est ainsi.

Madame Farges a dit : « On ne lui dira pas qu'il est juif ». Un policier a répondu : **« Il faut l'arrêter parce que plus tard, il commettra des crimes et deviendra un ennemi d'Hitler ».**

C'est ainsi qu'à l'âge de six ans j'ai appris que j'étais condamné à mort pour un crime que j'allais commettre.

*Après mon évasion, au moment du transfert vers les trains qui emportaient les adultes et d'autres enfants à Drancy, relais vers Auschwitz, toute une chaîne de solidarité m'a protégé jusqu'à la Libération. Récemment, j'ai découvert qu'une des premières personnes à participer à cette chaîne était un gardien de la paix !*

Aujourd'hui, je me demande pourquoi cet homme, que je serais incapable de reconnaître si je le croisais dans la rue, ne s'est pas laissé entraîner au bonheur de se soumettre. Quand autour de lui, la culture récitait avec flamme des slogans absurdes qui condamnaient à mort. Lui, a su garder sa **liberté de penser**. Comment expliquer ça ? Il n'était probablement ni plus fort ni plus instruit que les autres mais il a su juger par lui-même et décider de ne pas livrer un enfant de six ans à une institution de mise à mort. Il risquait gros probablement en refusant d'obéir aux ordres. En fait, je crois qu'il n'a pas refusé d'obéir, simplement **il n'a pas obéi** ce n'est pas la même chose. En refusant, il se serait mis en lumière et aurait été puni. En n'obéissant pas, chez lui, il gardait sa dignité d'homme libre qui n'avait pas besoin d'éprouver le bonheur de la servitude. **Il n'avait pas l'étoffe d'un héros** non plus puisque, comme tous les Justes, il n'en a pas parlé. Il a dit quelques mots comme ça, en passant et en expliquant qu'il ne pouvait pas faire autrement. Il a gardé chez lui, un enfant qu'il ne connaissait pas et dont la simple présence compromettait sa carrière et peut-être même sa vie. **Si ce gardien de la paix avait pointé son arme sur un enfant, il serait mort de honte probablement.** Voilà pourquoi il ne pouvait pas faire autrement. Voilà pourquoi il faut parler de cet homme en employant le mot **« dignité »**.

D'autres policiers ont sauté sur leur vélo ou couru pour prévenir de l'heure de la rafle. Puis ils rentraient mettre leur uniforme et obéir : « Ça alors, l'appartement était vide ! ».

Parfois, c'est l'humanité d'un gardien qui s'exprimait plus fort que sa contrainte à obéir. Un petit garçon de onze ans, enfermé à Drancy aurait dû mourir à Auschwitz. Son père employait des ouvriers turcs pour retaper des immeubles à Paris. Un de ces ouvriers, réquisitionné pour faire une réparation dans le camp, remarque le fils de son patron, le prend par la main, se dirige vers le policier de garde et lui dit : « C'est mon fils, c'est une erreur, je suis musulman ». Le gardien sourit et dit : « Dans ce cas, partez tous les deux ».

Ce policier existe encore dans la mémoire de la personne sauvée qui n'a jamais connu le nom de ses sauveurs.

Grâce à de tels hommes et à de telles femmes, il n'y a eu en France « que » 11.400 enfants brûlés dans les fours. C'est beaucoup moins que dans les autres pays européens où neuf enfants sur dix ont été assassinés... légalement !

Une institution d'État, nécessaire pour assurer la co-existence des citoyens peut dériver vers la perversion sociale quand son idéologie provoque l'euphorie de l'asservissement à un chef vénéré, la passion pour un dictateur incriticable.

**Par bonheur, il y aura toujours des Justes pour prouver la banalité du Bien ».**

**Docteur Boris CYRULNIK**

*Neuro-psychiatre  
Directeur d'Enseignement  
Université Toulon-Var*

**Au 1<sup>er</sup> janvier 2009 : 2991 français dont 54 policiers et gendarmes ont reçu le titre de Juste. Beaucoup de personnes restées anonymes méritent ce titre.**

**Vous connaissez des personnes qui ont contribué à sauver des Juifs pendant l'Occupation et qui n'ont jamais reçu le titre de « Juste parmi les nations » ?**

Vous pouvez adresser votre récit du sauvetage ainsi que votre demande de titre de Juste pour cette ou ces personne(s) au

**Comité Français pour Yad Vashem  
Département des Justes  
33, rue Navier  
75 017 Paris  
yadvashem.france@wanadoo.fr**